

Contre Attaque Génocidaires contrôlent les

réseaux sociaux ...BATAILLE DE LA COMMUNICATION : COMMENT LES GÉNOCIDAIRES ET LEURS COMPLICES VEULENT CONTRÔLER LES RÉSEAUX SOCIAUX

Youtube, Instagram ou Tiktok : Israël est à l'assaut des réseaux sociaux pour imposer ses narratifs.

Explications. Youtube supprime 700 vidéos de 3 chaînes d'ONG documentant le génocide en Palestine

Le média indépendant The Intercept dévoilait début novembre la suppression par la plateforme de vidéos détenue par Google de trois chaînes : le Centre Al-Mezan pour les droits humains, Al-Haq, et le Centre palestinien pour les droits humains. Cette suppression a entraîné la disparition de plus de 700 vidéos documentant les crimes commis par Israël en Palestine. Des images nécessaires, notamment pour la Cour péna internationale qui devra se prononcer sur ces crimes.

Ces mêmes ONG avaient par ailleurs été sanctionnées le 4 septembre par l'administration Trump. Le secrétaire d'État des USA Marco Rubio les avait accusées d'avoir aidé la Cour pénale internationale à enquêter sur Israël. Aider la justice internationale à faire la lumière sur des crimes contre l'humanité est une faute pour le gouvernement étasunien.

Le 13 février, Donald Trump et son administration lançaient d'ailleurs des sanctions contre la CPI, accusant cette cour d'avoir «engagé des actions illégales et sans fondement contre l'Amérique et [son] proche allié Israël». Karim Khan mais aussi «le personnel de la CPI et leur famille, ainsi que quiconque considéré comme ayant contribué à ses travaux d'enquête» sur le génocide à Gaza se voyait interdit d'entrée sur le territoire des USA. Le Trésor Public avait annoncé le gel de tous leurs avoirs dans le pays.

L'ONG Al-Haq, créée en 1979, le Centre palestinien pour les droits de l'homme, basé à Gaza, et Le Centre Al-Mezan également basé à Gaza, documentent les crimes de guerre commis par les forces d'occupation israéliennes depuis des

décennies. Le 22 septembre, l'ONU publiait un communiqué indiquant «la reconnaissance internationale des violations commises par Israël à Gaza est en grande partie due à [leur] travail acharné [...] [Elles] ont documenté et révélé la réalité sur le terrain à un moment où les journalistes et observateurs étrangers se voient refuser l'entrée dans la bande de Gaza».

Ces ONG ont notamment fourni des analyses du meurtre par Israël de la journaliste palestinienne-américaine Shireen Abu Akleh, ainsi que des témoignages de Palestiniens torturés par les forces israéliennes. The Intercept a contacté Youtube, qui assume s'être conformé aux sanctions américaines : «Comme plusieurs juges de la Cour pénale internationale visés nommément par l'administration Trump, les trois ONG ont été l'objet d'une décision du secrétaire d'État américain, Marco Rubio début septembre». Le porte-parole de Youtube Boot Bullwinkle a affirmé que «Google s'engage à respecter les sanctions applicables et les lois relatives à la conformité commerciale». Ces sanctions sont accompagnées d'un gel des avoirs des ONG et d'une interdiction de territoire.

La nouvelle modératrice de Tiktok est une ancienne militaire israélienne

Erica Mindel est la nouvelle modératrice de la plateforme Tiktok depuis cet été. Celle qui se définit comme une «fière sioniste» devient «responsable des politiques publiques en charge des discours de haine», comme l'indique son profil LinkedIn. Sa mission consiste à «influencer les cadres législatifs et réglementaires», «analyser les tendances en matière de discours de haine» avec une attention sur le contenu antisémite, ainsi que «piloter des stratégies politiques à long terme» et «défendre les positions politiques de l'entreprise». En bref, faire du lobbying pro-Israël. Cette nomination intervient après que certains législateurs américains, comme le sénateur républicain et ancien candidat à la présidence Mitt Romney, aient critiqué la plateforme pour la présence présumée de contenu pro-

palestinien.

Erica Mindel est surtout une sioniste revendiquée. Lors de son service militaire en Israël, elle avait passé deux ans et demi comme instructrice dans les régiments de blindés. Elle explique que c'est en 2014, lors de l'opération «Bordure protectrice» menée par Israël – l'un des assauts les plus meurtriers de l'entité génocidaire depuis la guerre des Six jours – que son sionisme s'est ancré encore plus. En 50 jours, ce sont plus de 2000 Palestiniens qui avaient été assassinés, dont 551 enfants. Elle a également passé deux ans au Comité juif américain, un groupe d'influence sioniste puis travaillé pour Deborah Lipstadt, l'envoyée spéciale chargée de surveiller et de «combattre l'antisémitisme». Depuis sa nomination, les règles de TikTok ont été mises à jour, incluant l'interdiction de qualifier les forces israéliennes de terroristes.

Invisibilisation des contenus pour la Palestine

TikTok rejoint donc la liste des réseaux sociaux mettant en place une censure systémique et globale des soutiens à la Palestine. Human Right's Watch publiait dès décembre 2023 un rapport dénonçant la propagande pro-israélienne de Meta : «Les politiques et pratiques de Meta ont silencieusement les voix de la Palestine et les droits des Palestiniens sur Facebook et Instagram dans une vague de censure». Rien qu'entre les mois d'octobre et novembre 2023, 1050 suppressions de contenus de Palestiniens avaient été recensées.

Le shadow ban est une pratique qui permet à l'algorithme de réduire la visibilité d'un contenu soupçonné de contrevenir aux règles de la plateforme, sans prévenir l'utilisateur. Dans les cas classiques, l'algorithme nécessite un taux de certitude de violation des règles d'au moins 80%. Pour les contenus liés à la Palestine, ce taux tombe à 25%. Pour éviter cela, certains rusent en insérant entre chaque vidéos sur la Palestine des contenus plus humoristiques, dont l'algorithme est friand.

Cette pratique n'a pas commencé avec les attaques du 7

octobre : dès 2022, le Comité Action Palestine (CAP) constatait que plusieurs publications avaient été purement supprimées de son compte. Parmi elles, une photo d'une banderole «soutien à la résistance du peuple palestinien» lors d'une manifestation. Instagram estimait que la photo allait «à l'encontre des règles sur la violence et les organisations dangereuses». Meta a même été plus loin et restreint leur compte pendant des mois.

Rappelons également qu'Adam Mosseri, le PDG d'Instagram, est un citoyen israélien dont la famille vit en territoire occupé. Ainsi, ce sont deux sionistes revendiqués qui sont la tête de deux des plus gros réseaux sociaux du monde.

Quand Israël achète sa propagande sur Youtube

En octobre 2023, les internautes français s'étonnaient de voir apparaître des vidéos de propagande dénonçant les «crimes du Hamas» estampillées «State of Israel» à la place des publicités classiques insérées dans les vidéos Youtube. C'est le journaliste Vincent Manilève qui, dès le 8 octobre, exposait sur X la diffusion d'une vidéo sur le contenu des youtubeurs les plus suivis de France comme Squeezie. Cette vidéo de 29 secondes présentait un message de propagande en caractères rouges, et lu par une voix automatique avec une petite musique angoissante : «Le Hamas a déclaré la guerre à Israël. Les terroristes armés du Hamas se sont infiltrés en Israël par le biais d'une invasion terrestre et ont commencé à massacrer des Israéliens innocents. Des centaines de civils israéliens, y compris des enfants et des femmes, ont été tués ou blessés. Des Israéliens ont été pris en otage. C'est une guerre et Israël prendra toutes les mesures nécessaires pour protéger ses citoyens contre ces terroristes barbares». Si cette vidéo, signalée de nombreuses fois, a été supprimée dès le 9 octobre, ce sont des millions de personnes qui y ont été confrontées. Et de nouvelles fausses publicités ont été lancées. Dans la semaine du 13 au 18 octobre, une nouvelle vidéo apparaissait, déclarant :

«Le Hamas, une organisation terroriste vicieuse, a assassiné plus de 1300 Israéliens innocents [...] des familles entières ont été massacrées dans leurs maisons». La vidéo la plus visionnée, intitulée «Ramenez nos enfants à la maison», a fait 4,4 millions de vues. Certains jeux ont subi le même assaut de propagande sioniste, comme Candy crush ou Angry birds. Une propagande sioniste méthodique et organisée.

C'est le ministère des affaires étrangères israélien qui a dépensé 4,6 millions de dollars pour cette «campagne de pub». Si beaucoup de pays ont subi cette propagande, c'est bien la France qui a été la plus inondée de ces contenus, suivie du Royaume-Uni et de l'Allemagne. Cet été, cette propagande s'est de nouveau intensifiée, notamment en Pologne où des utilisateurs ont signalé en masse des vidéos du ministère israélien des affaires étrangères. En juin, ce dernier a également lancé en France une nouvelle campagne afin de justifier les opérations militaires de l'État génocidaire.

Ainsi, Israël qui commet des crimes de masse en Palestine tout en menant en ligne un autre combat : celui de la communication. En passant par des réseaux sociaux utilisés par des milliards de personnes – TikTok totalise 1,4 milliards d'utilisateurs, Youtube 2,53 milliards, Meta 3,35 milliards – l'entité génocidaire tente d'imposer son narratif.

Pour contrer ce discours, relayez et diffusez massivement les comptes et contenus des Palestiniens et Palestiniennes ainsi que de leurs soutiens. Quand dire la vérité devient un crime, dire la vérité est plus nécessaire que jamais.